

## **NOTICE D'INFORMATION RELATIVE AUX TRAITEMENTS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL MIS EN ŒUVRE DANS LE CADRE DE LA PATEFORME DESIGNALMENT [HTTPS://BK.SIGNALLEMENT.NET/](https://bk.signalement.net/)**

BK SERVICES, responsable de traitement, est susceptible de collecter et traiter des données à caractère personnel vous concernant dans le cadre de la plateforme de signalement <https://bk.signalement.net/> disponible sur l'Intranet MIAM.

La présente notice d'information (la « **Notice** ») est établie conformément aux dispositions du règlement européen 2016/679 du 27 avril 2017 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (le « **Règlement** »), de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, telle que cette dernière a été modifiée et complétée notamment par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 promulguée le 21 juin 2018 (la « **Loi Informatique et Libertés** »).

### **1/ RESPONSABLE DE TRAITEMENT**

#### **BK SERVICES**

Société par action simplifiée

Inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 820 010 734

Dont le siège social est sis à CLICHY (92110), 34 rue Mozart, Immeuble « La Cassiopée ».

Représentant légal : Jérôme Tafani, Président.

### **2/ SOUS-TRAITANT**

#### **VALEUR & CONFORMITE**

Société par action simplifiée

Inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 829 551 878

Dont le siège social est sis à PARIS (75008), 10 rue de Penthièvre

Représentant légal : Olivier Trupiano, Président

Editeur de la solution Signalement.Net, en charge de l'hébergement, la maintenance de la plateforme <https://bk.signalement.net/>.

### **3/ DONNEES PERSONNELLES CONCERNEES**

Dans le cadre des traitements de données à caractère personnel dont les finalités vous seront présentées ci-après nous pouvons collecter et traiter les catégories de données suivantes :

- Identité, fonctions et coordonnées de l'émetteur de l'alerte professionnelle ;
- Identité, fonctions et coordonnées des personnes faisant l'objet d'une alerte ;
- Identité, fonctions et coordonnées des personnes intervenant dans le recueil ou dans le traitement de l'alerte ;
- Faits signalés ;
- Eléments recueillis dans le cadre de la vérification des faits signalés ;
- Comptes-rendus des opérations de vérification ;
- Suites données à l'alerte.

Dans un souci de minimisation des données personnelles traitées, il n'est prévu de ne collecter et utiliser que les données pertinentes et nécessaires au regard des besoins de traitement des signalements.

Les supports de données sont digitaux et se basent sur la plateforme <https://bk.signalement.net/>, logiciel en cloud (SaaS) et principal outil de recueil et traitement des alertes. Néanmoins si une alerte était recueillie avec un autre support et dans un autre format (ex: courrier, appel téléphonique, ...) les données collectées seraient saisies dans la plateforme afin de pouvoir centraliser toutes les informations et pouvoir les traiter avec toutes les mesures techniques et organisationnelles permettant de maintenir les conditions optimales de sécurité et de confidentialité.

### **4/ OBJET DU TRAITEMENT (OBJECTIFS ET BASE LEGALE)**

#### **4.1- Objectifs poursuivis**

Les données personnelles susvisées seront collectées, traitées et/ou utilisées pour le traitement et le suivi du signalement et/ou pour répondre aux obligations légales mises à notre charge en qualité d'employeur ou plus généralement de destinataire du signalement.

Elles pourront le cas échéant être utilisées à l'appui d'un manquement au règlement intérieur auquel est intégré le Code éthique et de conduite professionnelle.

La mise en place de la plateforme <https://bk.signalement.net/> a fait l'objet d'un PIA (*Privacy Impact Assessment*) conformément à la réglementation applicable. Le traitement qui fait l'objet de l'étude porte sur l'utilisation de la plateforme de recueil et traitement des alertes éthiques <https://bk.signalement.net/> en mode SaaS.

Les finalités du traitement sont déterminées, explicites et légitimes car répondant :

- Aux exigences de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 (dite loi Sapin II), spécifiquement les articles 6 à 16 (alerte générale) et 17 (dispositif anticorruption) ;
- Au décret n°2017-564 du 19 avril 2017, relatif à la procédure de recueil de signalements émis par les lanceurs d'alertes ;
- A la délibération n°217191 du 22 juin 2017 de la CNIL et aux exigences réglementaires encadrant la protection des données personnelles, notamment au RGPD et aux évolutions réglementaires si nécessaire ;
- Au projet de référentiel CNIL (mai 2019) relatif au traitement des données à caractère personnel dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif d'alerte interne, en attendant le référentiel définitif
- A la loi Potier 2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance.

Ainsi dans le cadre du présent traitement, le traitement des données est légitime car reposant sur une base légale et la réalisation de l'intérêt légitime.

#### **4.2- Base légale du traitement**

Nous collectons des données à caractère personnel uniquement lorsque nous disposons d'un fondement légal pour le faire.

Les données personnelles vous concernant ne seront traitées ou utilisées que dans la stricte mesure où cela est nécessaire pour le traitement et le suivi du signalement et/ou pour répondre aux obligations légales mises à notre charge en qualité d'employeur ou plus généralement de destinataire du signalement.

Les fondements qui rendent le traitement licite sont :

- Nos obligations légales ;
- Le caractère facultatif d'émettre une alerte pour les collaborateurs internes, externes et occasionnels ;
- L'intérêt légitime.

#### **5/ DESTINATAIRES DES DONNEES**

L'accès aux données des personnes qui feront un signalement sur la plateforme <https://bk.signalement.net/> sera strictement limité aux salariés habilités à les traiter en raison de leurs fonctions, ou aux prestataires tiers liés à l'entreprise par un contrat pour l'exécution de certaines tâches sous-traitées et nécessaires à la gestion de votre signalement.

Les informations recueillies pourront éventuellement être communiquées à des tiers liés à l'entreprise par contrat pour l'exécution de certaines tâches sous-traitées (notamment, la société VALEUR & CONFORMITE avec qui nous avons conclu un contrat pour l'hébergement de la plateforme <https://bk.signalement.net/>). Il est précisé que, dans le cadre de l'exécution de leurs prestations, les tiers n'ont qu'un accès limité aux données et ont l'obligation de les utiliser en conformité avec les stipulations contractuelles, ainsi que les dispositions de la législation applicable en matière de protection des données personnelles.

Les destinataires des données sont intégralement situés au sein de l'Union européenne.

#### **6/ DUREE DE CONSERVATION DES DONNEES**

Vos informations personnelles seront conservées strictement le temps nécessaire au traitement de votre signalement, et à l'accomplissement par l'entreprise de ses obligations légales et réglementaires, et à l'exercice des prérogatives lui étant reconnues par la loi et la jurisprudence dans ce cadre et à cette bonne fin.

Au regard des finalités pouvant justifier la mise en place d'un dispositif d'alerte, et sauf dispositions légales ou réglementaires contraires :

- Les données relatives à une alerte, considérées par le responsable du traitement comme n'entrant pas dans le champ du dispositif, sont soit détruites sans délai soit peuvent être conservées à la condition d'avoir été préalablement anonymisées à bref délai ;
- Lorsque l'alerte n'est pas suivie d'une procédure disciplinaire ou judiciaire, les données relatives à cette alerte sont détruites ou archivées, après anonymisation à bref délai, par l'organisation chargée de la gestion des alertes dans un délai de deux (2) mois à compter de la clôture des opérations de vérification ;
- Lorsqu'une procédure disciplinaire ou contentieuse est engagée à l'encontre de la personne mise en cause ou de l'auteur d'une alerte abusive, les données relatives à l'alerte sont conservées par l'organisation chargée de la gestion des alertes jusqu'au terme de la procédure et expiration des voies de recours, ou conservées au-delà après avoir été préalablement anonymisées à bref délai.

Les données peuvent être conservées plus longtemps, en archivage intermédiaire, si le responsable du traitement en a l'obligation légale (par exemple, pour répondre à des obligations comptables, sociales ou fiscales) ou s'il souhaite se constituer une preuve en cas de contentieux et dans la limite du délai de prescription/forclusion applicable.

## **7/ SECURITE DES DONNEES**

En notre qualité de responsable de traitement, nous prenons toutes précautions utiles au regard de la nature des données et des risques que le traitement fait peser sur les personnes concernées et leurs droits, pour préserver la disponibilité, l'intégrité et la confidentialité des données traitées.

Pendant toute la durée de conservation de vos données personnelles, nous mettons en place tous les moyens aptes à assurer leur confidentialité et leur sécurité, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Lors de l'élaboration et de la conception, ou lors de la sélection et de l'utilisation des différents outils qui permettent le traitement des données personnelles, nous nous assurons qu'ils permettent d'assurer un niveau de protection optimal des données traitées.

Lorsque nous avons recours à un prestataire (sous-traitant), nous ne lui communiquons des données à caractère personnel qu'après avoir obtenu de ce dernier un engagement et des garanties sur sa capacité à répondre à ces exigences de sécurité et de confidentialité. Nous concluons avec nos sous-traitants, dans le respect de nos obligations légales et réglementaires, des contrats définissant précisément les conditions et modalités de traitement des données personnelles par ces derniers.

Les données transmises par l'émetteur du signalement sont intègres car non modifiables dans la plateforme dans les phases de recueil et de clôture de l'alerte. L'émetteur du signalement a la possibilité de communiquer avec le référent de l'alerte par le biais de la messagerie sécurisée et de demander à compléter/ modifier/ supprimer son signalement initial.

## **8/ VOS DROITS**

Conformément aux réglementations relatives à la protection des données, vous pouvez accéder à vos données, demander leur modification ou leur effacement, demander une restriction de traitement, vous opposer à leur traitement, retirer votre consentement, ou encore user de votre droit de portabilité. Vous avez également la possibilité de définir des directives particulières relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données personnelles après votre décès auprès de nos services selon les modalités ci-après définies. Ces directives particulières ne concerneront que les traitements mis en œuvre par nos soins et seront limitées à ce seul périmètre.

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données dans ce dispositif, vous pouvez nous écrire :

*Par courriel, à l'adresse suivante :*

[dpo-rh@bkqservices.fr](mailto:dpo-rh@bkqservices.fr)

*Par courrier postal, à l'adresse suivante :*

34 rue Mozart, Immeuble « Le Cassiopée », 92110 Clichy

Vous avez par ailleurs le droit de saisir à tout moment la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) si vous estimez que vos droits juridiques n'ont pas été respectés ou que vos données personnelles ont été ou sont utilisées d'une façon non conforme :

*En ligne, par le biais du lien suivant :*

<https://www.cnil.fr/fr/cnil-direct/question/844> ou <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

*Par courrier postal, à l'adresse suivante :*

CNIL – Service des plaintes : 3, place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

Cependant, nous vous encourageons à nous contacter avant toute saisine et nous chercherons à résoudre tout litige ou inquiétude que vous pourriez avoir.

Pour l'ensemble des droits mentionnés dont bénéficie le contact et conformément à la législation sur la protection des données à caractère personnel, vous êtes informés qu'il s'agit de droits de nature individuelle qui ne peuvent être exercés que par la personne concernée relativement à ses propres informations. Pour satisfaire à cette obligation, nous vérifierons l'identité de la personne concernée.

Il est rappelé que si les demandes d'une personne concernée sont manifestement infondées ou excessives, notamment en raison de leur caractère répétitif, nous pourrions, soit exiger le paiement de frais raisonnables qui tiennent compte des coûts administratifs supportés pour fournir les informations, procéder aux communications ou prendre les mesures demandées, soit refuser de donner suite à ces demandes.

Pour toute autre information plus générale sur la protection des données personnelles, vous pouvez consulter le site de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

#### **9/ LOI APPLICABLE**

La présente Politique est régie par la loi française indépendamment des conflits de dispositions légales. Les tribunaux français sont seuls compétents pour tout conflit relatif à cette Politique.

Dans l'hypothèse où l'une des clauses de la présente Politique serait nulle du fait d'un changement de législation, de réglementation ou par une décision de justice, cela ne saurait en aucun cas affecter la validité et le respect des autres clauses de la Politique.

#### **10/ MISES A JOUR DE LA NOTICE**

Nous pouvons, à notre seule discrétion, modifier la présente Notice. Les modifications sont applicables et effectives à compter de leur date de publication. En continuant d'utiliser nos Services après la publication de modifications, vous acceptez de se conformer à celles-ci. Nous vous invitons à consulter la Notice régulièrement afin d'être informé de toute modification éventuelle. La version la plus récente de la Notice reste en permanence disponible sur la plateforme de signalement.

**Mise à jour : 25 juin 2021**